



Le complot iranien est-il états-uniens

Par [Thierry Meyssan](#)

Mondialisation.ca, 19 octobre 2011

19 octobre 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [L'IRAN](#)



Conférence de presse de l'attorney general Eric Holder. Derrière lui, le directeur du FBI, Robert Mueller. (Washington, 11 octobre 2011)

L'administration Obama a lancé une nouvelle accusation contre l'Iran. Cette fois Téhéran aurait commandité un projet d'assassinat de l'ambassadeur saoudien à Washington. Malgré les détails fournis à la presse, les chancelleries se montrent réservées. Le temps où les Alliés se croyaient obligés d'adhérer sans réserve aux mensonges états-uniens semble révolu.

a médiatisation de l'affaire a été organisée avec soin. L'administration Obama avait clairement l'intention de l'exploiter au maximum. Mardi 11 octobre 2011, le secrétaire à la Justice (*attorney general*) Eric Holder, flanqué du directeur du FBI, Robert Mueller, annonce la mise en accusation d'un double ressortissant irano-états-unien pour avoir commandité à un cartel de drogue mexicain l'assassinat de l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Washington.

Lors de cette déclaration à la presse, le secrétaire Holder indique que le prévenu, Manssor Arbabsiar a reconnu les faits. Il a admis avoir travaillé pour le compte d'un officier des Gardiens de la Révolution, basé en Iran, Gholan Shakuri, lequel aurait déjà fait parvenir environ 100 000 dollars aux tueurs à gage, comme acompte d'un contrat estimé à 1,5 million de dollars. Holder souligne que les États-Unis considèrent l'Iran, en tant qu'État, comme responsable du complot.

De son côté, le sous-secrétaire au Trésor, chargé du Renseignement antiterroriste et financier, David S. Cohen, annonce des sanctions contre cinq personnes mêlées au complot : Manssor Arbabsiar, Qasem Soleimani (commandant des Gardiens de la Révolution), Hamed Abdollahi (officier des Gardiens de la Révolution), Abdul Reza Shahla (« le cousin »), et Ali Gholam Shakuri (« l'agent de liaison »). À noter que seuls deux des cinq noms figurent sur l'acte d'accusation, les trois autres ont été ajoutés par les services de renseignement sans que l'on sache sur quels indices ils se fondent [1].



Manssor Arbabsiar, commerçant texan promu dangereux terroriste.

Une quinzaine de minutes après ces déclarations, le prévenu est présenté au Tribunal de New York et l'acte d'accusation est distribué aux journalistes [2]. On y apprend que Manssor Arbabsiar se serait rendu le 24 mai, le 23 juin et le 14 juillet 2011 à Mexico pour rencontrer un représentant du Cartel et lui demander d'assassiner l'ambassadeur. Cependant son interlocuteur aurait été un informateur rémunéré qui se serait empressé de prévenir les autorités US.

Les deux rendez-vous de son dernier voyage auraient été enregistrés par l'informateur à l'insu du prévenu, ainsi que deux conversations téléphoniques. Durant sa garde à vue, l'Iranien aurait authentifié les enregistrements et fait des aveux. Selon les transcriptions, Manssor Arbabsiar aurait confié travailler pour le compte de son cousin, un général de la Force Al Quods des Gardiens de la Révolution, qui serait recherché aux États-Unis probablement pour des attentats commis en Irak —Le général l'aurait recruté en raison de ses fréquents voyages professionnels au Mexique, avec l'intention initiale d'enlever l'ambassadeur plutôt que de le tuer—. Le Mexicain aurait indiqué disposer de quatre hommes pour exécuter le contrat et avoir procédé à un repérage. Il aurait alors décrit l'emploi du temps, les habitudes et le dispositif de sécurité de l'ambassadeur. En définitive, il aurait été convenu de poser de l'explosif C4 dans un restaurant de luxe fréquenté par l'ambassadeur et de le faire exploser durant son repas, bien que le restaurant soit également fréquenté par cent à cent-cinquante clients, y compris des sénateurs des États-Unis, au risque d'un carnage généralisé.

Le général aurait envoyé aux États-Unis un officier de liaison, probablement un colonel, du nom de Gholam Shakuri, pour effectuer des remises d'argent liquide.

En définitive, l'attentat aurait dû avoir lieu fin septembre. Manssor Arbabsiar entendait se rendre à Mexico afin de servir de gage durant l'opération et de la payer une fois réalisée. Cependant, il s'est vu refusé l'accès au territoire mexicain le 28 septembre et renvoyé aux États-Unis où il a été arrêté à son arrivée à l'aéroport JFK de New York.

Lors de sa garde à vue, Manssor Arbabsiar accepta de passer plusieurs coups de téléphone à Téhéran pour joindre Gholam Shakuri. Il laissa entendre que le retard était dû à de nouvelles exigences financières des tueurs. Le « *colonel* » refusa d'abord d'envisager une augmentation en évoquant de possibles contrats ultérieurs, puis indiqua consulter sa hiérarchie pour évaluer ce qui serait possible. De la sorte, les enquêteurs estimèrent que le contrat était bel et bien commandité par les Gardiens de la Révolution.

D'autres éléments sont apparus dans la presse qui ne figurent pas dans l'acte d'accusation. Le *New York Times* cite une source officielle anonyme selon laquelle le cartel mexicain serait Los Zetas. Les comploteurs auraient également prévu de faire sauter l'ambassade d'Israël à Washington et les ambassades d'Israël et d'Arabie saoudite à Buenos-Aires. La même source évoque la possible livraison de tonnes d'opium par les Iraniens au cartel [3]. Selon Associated Press, le général serait Abdul Reza Shahlai que l'administration Bush tenait pour responsable d'un attentat à la bombe perpétré à Karbala (Irak), le 20 janvier 2007, au cours duquel 5 GI's furent tués et 3 autres blessés [4]. Enfin, le *Washington Post* pense avoir identifié le restaurant, il s'agirait du *Café Milano* où l'ambassadeur a ses habitudes [5].

L'affaire semble claire. Pourtant, contre toute attente, l'avocate du prévenu, Me Sabrina Shroff, dans une déclaration devant le palais de Justice, affirme à Bloomberg News que son client plaidera non-coupable [6].

Selon CNN [7], Manssor Arbabsiar, un vendeur de voitures d'occasion, ne semble pas avoir d'opinion politique précise. Son casier judiciaire indique qu'il a été condamné à 90 jours de prison pour délit de fuite en 1987, puis a été à nouveau condamné en 2004 pour conduite sans permis, et en 2007 pour excès de vitesse. Il a par contre été relaxé en 2001 pour une accusation de vol, rapporte KIII-TV. Donc un profil fort peu compatible avec la rigueur des Gardiens de la Révolution. Un de ses amis déclare à Associated Press que Manssor ne peut être le cerveau d'une telle opération, car il est bien trop nonchalant pour cela [8].

L'escalade

Suivant un plan de communication très organisé, les officiels états-uniens interviennent en rafale pour commenter et amplifier les propos du secrétaire à la Justice.

Le mercredi 12 au petit matin, le vice-président Joe Biden est omniprésent à la télévision et bat le tambour : il commente le « *complot iranien* » sur ABC (Good Morning America), sur CBS (The Early Show) et sur NBC (Today). Partout, il martèle que les Iraniens ont dépassé les bornes, qu'ils violent les lois internationales et qu'ils devront rendre des comptes. Cependant, il s'abstient de mettre en cause directement l'ayatollah Khamenei ou le président Ahmadinejad, laissant planer un doute sur de possibles fissures au sein du « *régime* ».

Le service de presse de la Maison-Blanche indique que le président Obama a joint par téléphone le roi Abdallah d'Arabie saoudite. « *Le président et le roi sont convenus que ce complot représente une violation flagrante des normes internationales fondamentales, de l'éthique et de la loi. Ils ont également salué le travail des agences de renseignement et des*

forces de l'ordre qui ont permis de stopper ce complot, et ont réitéré l'engagement joint des États-Unis et de l'Arabie saoudite à poursuivre une réponse internationale forte et unifiée pour que les responsables de cet complot répondent de leurs actes » [9] [10]



Sortant d'une réunion à huis clos, la sénatrice Dianne Feinstein s'inquiète de la possible existence de « complots iraniens » dans plusieurs pays à la fois.

Simultanément, des responsables du FBI, du NCTC, de la CIA, du Trésor et du département d'État présentent à huis clos des informations plus détaillées aux membres de la Commission sénatoriale du Renseignement. Sortant de cette réunion, la présidente de la Commission, Dianne Feinstein, ne tarit pas d'imprécations contre l'Iran. Surtout la sénatrice répète plutôt deux fois qu'une que ce complot ne peut être isolé et qu'il faut enquêter pour découvrir d'autres complots dans d'autres pays [11].

On appréciera l'élégance du procédé : la réunion était à huis clos, mais les réactions sont publiques. Elles portent sur des informations tenues secrètes, donc impossible à évaluer et à vérifier. La sénatrice Feinstein peut dire n'importe quoi sans risque d'être contredite. En l'occurrence, l'essentiel est à l'évidence de susciter l'inquiétude à l'étranger pour mobiliser les Alliés.

La secrétaire d'État Hillary Clinton intervenant lors d'une conférence au Center for American Progress déclare : *« Ce complot, fort heureusement déjoué par l'excellent travail de nos policiers et des professionnels du renseignement, était une violation flagrante du droit international et des États-Unis, et une escalade dangereuse dans l'utilisation de longue date par le gouvernement iranien de la violence politique et du parrainage du terrorisme. Ce n'est pas juste, cependant, à propos de l'Iran et des États-Unis ou même seulement de l'Arabie saoudite. Cibler un ambassadeur viole la Convention sur la protection et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale qui, bien sûr, comprend des diplomates. L'Iran est un signataire de cette convention. L'Iran est aussi tenue par les résolutions du Conseil de sécurité de l'appliquer. Ce genre d'acte irréfléchi sape les normes internationales et le système international. L'Iran doit être tenu pour responsable de ses actes. En plus des mesures annoncées par le procureur général, hier, les États-Unis ont augmenté nos sanctions à l'encontre d'individus au sein du gouvernement iranien qui sont associés à ce complot et au soutien de l'Iran au terrorisme. Nous allons travailler en étroite collaboration avec nos partenaires internationaux pour accroître l'isolement de l'Iran et la pression sur son gouvernement, et nous appelons les*

autres pays à se joindre à nous pour condamner cette menace contre la paix et la sécurité internationales » [12] [13].

Lors du point de presse quotidien de la Maison-Blanche, Jay Carney, le porte-parole, répète le mot d'ordre : « *C'est une escalade dangereuse dans l'utilisation de longue date par le gouvernement iranien de la violence. Et nous considérons qu'une tentative d'assassiner un diplomate aux États-Unis constitue une violation flagrante du droit international* » [14] [15].

Le sénateur démocrate Carl Levin, président de la Commission sénatoriale des Forces armées, dramatise un peu plus. Il qualifie le « *complot iranien* » d'« *acte de guerre* » contre les États-Unis d'Amérique [16]. Plusieurs parlementaires républicains lui emboîtent le pas dans la surenchère, tels Michael McCaul, Mark Kirk ou Peter King.

Au département d'État, la porte-parole, Victoria Nuland, annonce que la secrétaire Hillary Clinton et son adjoint William Burns ont multiplié les contacts téléphoniques, non seulement avec leurs homologues saoudiens et mexicains, amis avec les grandes chancelleries pour les mobiliser contre l'Iran. [17]

Sur son compte Twitter, la représentante permanente des États-Unis à l'ONU, Sussan Rice, annonce : « *Avec une équipe d'experts US, je briefe un par un aujourd'hui les membres du #Conseil de sécurité sur le #complot iranien démantelé* » [18].



Wendy Sherman et David S. Cohen auditionnés par le Sénat à propos des sanctions contre l'Iran.

Le jeudi 13, le hasard faisant bien les choses, une audition avait été prévue de longue date au Sénat par la Commission des Banques sur le thème : « *Se protéger contre les possibles menaces iraniennes : les perspectives de l'administration pour mettre en oeuvre de nouvelles sanctions un an après* » [19]. Wendy Sherman, l'ex-assistante de Madeleine Albright devenue sous-secrétaire d'État chargée des relations avec le Congrès (Undersecretary of State for Political Affairs), fait le point sur les sanctions mises en place contre l'Iran pour le dissuader de développer un programme nucléaire militaire et explicite le nouvel effort US. Elle indique que les principaux fonctionnaires du département d'État sont mobilisés pour convaincre tous leurs partenaires dans le monde d'interdire les déplacements des Gardiens de la Révolution et leurs activités à l'étranger. C'est donc cela

l'enjeu de toute cette affaire : empêcher l'Iran d'exporter sa révolution.

L'introuvable mobile

Lorsqu'il était intervenu aux côtés du secrétaire à la Justice, le directeur du FBI avait comparé l'affaire à « *un scénario hollywoodien* ». Ce parallèle frappe tous les commentateurs. En effet, les films d'action ne sont pas toujours très cohérents, mais avec un bon suspens et des courses poursuites, le spectateur n'a pas le temps d'y songer. Cette fois l'accusation contre l'Iran est trop grosse pour ne pas être passée au crible. Pour commencer, quel est le mobile ?

Interrogé par le *Washington Post*, le spécialiste de l'Iran à la Rand Corporation, Alireza Nader, exprime son scepticisme. Selon lui, le scénario de cette affaire ne correspond à rien. Surtout, « *Pourquoi l'Iran voudrait assassiner l'ambassadeur saoudien à Washington ?* » [20]. C'est en effet totalement absurde, l'ambassadeur Adel A. al-Jubeir est un homme de confiance du roi Abdallah avec lequel l'Iran s'efforce d'entretenir les meilleures relations possibles. Un tel attentat ne manquerait pas d'affaiblir le monarque au profit du clan des Sudairis, ennemis acharnés de Téhéran. Bref, pour l'Iran, commanditer ce meurtre serait comme se tirer une balle dans le pied.

Même son de cloche chez un autre expert de la Rand, le professeur Rasool Nafisi de l'université Strayer, interrogé par le *New York Times*. Selon lui en aucun cas les Gardiens de la Révolution n'opéreraient sur le sol états-unien. Et d'ailleurs, fait-il remarquer, la dernière opération attribuée à l'Iran aux États-Unis remonte à la période trouble de la révolution, en 1980, avec l'assassinat d'un opposant.

Sur CNN, les professeurs Jamsheed K. et Carol E. B. Choksy expliquent cette contradiction. Se référant à une source anonyme états-unienne, les experts indiquent que les Gardiens de la Révolution auraient agi de leur propre chef pour saboter le rapprochement irano-US, voulu par le président Mahmoud Ahmadinejad et son nouveau ministre des Affaires étrangères Ali Akbar Salehi, et annoncé par eux en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Le complot aurait été commandité par les généraux Ali Jafari et Qassem Soleimani, commandants des Gardiens de la Révolution, et le général Rostam Ghasemi, ministre du Pétrole, tous trois fidèles parmi les fidèles de l'ayatollah Ali Khamenei [21].

Ce type de commentaire relève au choix de la propagande de guerre ou de l'escroquerie intellectuelle en ce qu'il paraît savant, mais n'est aucunement étayé. Peu importe, il plaît aux médias et convainc les téléspectateurs distraits. Suivent une série de *talk shows* au cours desquels des experts s'engouffrent dans la voie ouverte par Eric Holder et Joe Biden : l'incohérence du complot n'atteste pas que c'est un montage, mais qu'une guerre oppose les dirigeants iraniens entre eux. Immédiatement, les divergences de point de vue et les rivalités qui opposent les personnalités politiques iraniennes sont surinterprétées et présentées de manière américanocentrique comme si elles portaient sur la paix et la guerre entre Washington et Téhéran. Ces commentaires induisent l'idée que certains éléments iraniens incontrôlés souhaitent une confrontation armée et que, dans ces conditions, les États-Unis doivent intervenir sans attendre que ces éléments soient organisés.

Un scénario hollywoodien ? certes, mais pour une série B

Malgré tous ces efforts, la mise en scène du « *complot iranien* » s'essouffle. Certes, le prince Saoud Al-Fayçal, ministre saoudien des Affaires étrangères, dénonce l'ingérence iranienne

dans le monde. Le Premier ministre britannique David Cameron, les ministres des Affaires étrangères français, hollandais et kosovar expriment leur vive préoccupation. Puis plus rien. Juste le silence gêné de nombreuses chancelleries qui sont fatiguées des shows à l'américaine.



Gary Sick était chargé du Proche-Orient au Conseil de sécurité nationale sous la présidence Carter. Il est connu pour avoir mis à jour l'accord secret entre le candidat Reagan et l'Iran (« October Surprise »).

Pour CNN, l'ancien responsable du dossier iranien au Conseil de sécurité nationale, Gary Sick note : « *L'Iran n'a jamais mené - ou apparemment même tenté - un assassinat ou un attentat aux États-Unis et il est difficile de croire qu'ils s'appuient sur un gang non-islamique pour réaliser cette missions parmi les plus sensibles possibles. Dans cette affaire, ils auraient compté sur un amateur et un cartel de la drogue mexicain qui est connu pour être infiltré à la fois par les agents du renseignement mexicain et US* » [22] [23]. En effet, Los Zetas est composé par d'anciens militaires mexicains dont certains ont été notoirement formés par les États-Unis à l'École des Amériques.

Plus trivial, l'ancien agent de la CIA Robert Baer, habitué des médias, s'amuse pour *Time Magazine* de ce scénario grotesque. Comment l'administration Obama peut-elle espérer faire croire qu'une troupe d'élite comme la force Al-Quods a pu sous-traiter une telle opération à un vendeur de voiture d'occasion et à une organisation criminelle mexicaine ? Cela ressemble plutôt à ces intoxications dans les Mujahedeen e-Khalq [24] se sont fait une spécialité et que Washington enfourche avec enthousiasme [25].

Si chacun comprend que l'administration Obama invente ou récupère de fausses accusations pour durcir le ton vis-à-vis de Téhéran, on comprend aussi que sa politique est à l'endigement, pas à la guerre. Paradoxalement, ce brusque accès de fièvre montre que les États-Unis ne sont pas en capacité de se confronter à l'Iran et préfèrent sommer leurs partenaires de renoncer à toute relation avec l'Iran.

Narquois, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad conclut sur Al-Jazeera : « *Par le passé, l'administration états-unienne a affirmé qu'il y avait des armes de destruction massive en Irak. Ils [les États-uniens] l'ont dit avec beaucoup de force, ils ont présenté des documents et tout le monde a dit : 'Oui, nous vous croyons, nous souscrivons (...)' Est-ce qu'on leur*

demande aujourd'hui si ces affirmations étaient vraies ? Ont-ils trouvé des armes de destruction massive en Irak ? Ils ont fabriqué une poignée de papiers. Est-ce difficile à faire ? La vérité [sur ce prétendu complot] finira par éclater et tout ira bien pour nous à ce moment là ».

Documents joints



[Acte d'accusation. Affaire Etats-Unis d'Amérique contre Manssor Arbabsiar et Ali Gholam Shakuri \(11 octobre 2011\)](#)

(PDF – 2.5 Mo)

[1] « [Treasury Sanctions Five Individuals Tied to Iranian Plot to Assassinate the Saudi Arabian Ambassador to the United States](#) », US Department of Treasury, 11 octobre 2011.

[2] Voir document téléchargeable au bas de cette page.

[3] « [U.S. Accuses Iranians of Plotting to Kill Saudi Envoy](#) », par Charlie Savage et Scott Shane, *The New York Times*, 11 octobre 2011.

[4] « How an alleged plot to assassinate Saudi ambassador was discovered along the Mexican border », Associated Press, 12 octobre 2011.

[5] « [Iranian plot may have involved ambassador's favorite restaurant. Cafe Milano ?](#) », par Roxanne Roberts et Amy Argetsinger, The Reliable Source, *The Washington Post*, 11 octobre 2011.

[6] « [Iran behind alleged terrorist plot, U.S. says](#) », par Jerry Markon et Karen DeYoung, *The Washington Post*, 11 octobre 2011

[7] « [Friend : Man accused in Saudi assassination plot likes to be called 'Jack'](#) », par Ed Payne, CNN, 12 octobre 2011.

[8] « Friend : Suspect in ambassador plot 'no mastermind' », Associated Press, 12 octobre 2011.

[9] « *The President and the King agreed that this plot represents a flagrant violation of fundamental international norms, ethics, and law. They also praised the work of intelligence and law enforcement agencies that led to the disruption of this plot, and reiterated the joint commitment on the part of the United States and Saudi Arabia to pursue a strong and unified international response that holds those responsible accountable for their actions* ».

[10] « [Summary of Obama's Call with King Abdullah of Saudi Arabia](#) », Maison-Blanche, 12 octobre 2011.

[11] « [Sen. Dianne Feinstein on Iranian Plot : 'There May Be a Chain of These Things'](#) », par Sunlen Miller, ABC News, 12 octobre 2011.

[12] « *This plot, very fortunately disrupted by the excellent work of our law enforcement and intelligence professionals, was a flagrant violation of international and U.S. law, and a*

dangerous escalation of the Iranian Government's longstanding use of political violence and sponsorship of terrorism. This is not just, however, about Iran and the United States or even just about Saudi Arabia. Targeting an ambassador violates the Convention on the Protection and Punishment of Crimes against Internationally Protected Persons, which, of course, includes diplomats. Iran is a signatory to this convention. Iran is also in agreement with the Security Council resolutions to implement it. This kind of reckless act undermines international norms and the international system. Iran must be held accountable for its actions. In addition to the steps announced by the attorney general yesterday, the United States has increased our sanctions on individuals within the Iranian Government who are associated with this plot and Iran's support for terrorism. We will work closely with our international partners to increase Iran's isolation and the pressure on its government, and we call upon other nations to join us in condemning this threat to international peace and security. »

[13] « [American Global Leadership at the Center for American Progress](#) », par Hillary Rodham Clinton, US Department of State, 12 octobre 2011.

[14] « *It's a dangerous escalation of the Iranian government's longstanding use of violence. And we consider an effort to assassinate a diplomat in the United States to be a flagrant violation of international law.* »

[15] « [White House Press Briefing](#) », par Jay Carney, 12 octobre 2011.

[16] « A top Senate Dem says Iran plot may be act of war », Associated Press, 12 octobre 2011.

[17] « [Daily Press Briefing](#) », par Victoria Nuland, Département d'État, 12 octobre 2011.

[18] « Together with a team of U.S. experts, I'm briefing individual members of the #UN Security Council today on the disrupted #Iran plot »

[19] « [Addressing Potential Threats from Iran : Administration Perspectives on Implementing New Economic Sanctions One Year Later](#) », Banking Senate Committee, 13 octobre 2011.

[20] *Washington Post*, op cit.

[21] « [Terror plot aids Iran hardliners, fuels enmity with U.S.](#) », par Jamsheed K. Choksy et Carol E. B. Choksy, CNN. 12 octobre 2011.

[22] « *Iran has never conducted — or apparently even attempted — an assassination or a bombing inside the U.S. And it is difficult to believe that they would rely on a non-Islamic criminal gang to carry out this most sensitive of all possible missions. In this instance, they allegedly relied on at least one amateur and a Mexican criminal drug gang that is known to be riddled with both Mexican and U.S. intelligence agents.* »

[23] « [Did Iran launch a plot against the U.S. ?](#) », CNN, 12 octobre 2011.

[24] Voir notre dossier [Mujahedin-e Khalq](#).

[25] « [Washington Bombing Plot Is Out of Character for Iran's Professional Killers](#) », par Robert Baer, *Time Magazine*, 12 octobre 2011.

Articles Par : [Thierry Meyssan](#)

A propos :

Intellectuel français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Dernier ouvrage en français : L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations (éd. JP Bertrand, 2007).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca